

## Autoroute Castres-Toulouse

# Un avenir en pointillés

**Le changement de majorité au Parlement signifie-t-elle la fin du projet de mise en concession autoroutière de la liaison Castres-Toulouse ? Dix-huit ans après la validation d'un projet qui n'a jamais emprunté la ligne droite (voir par ailleurs), les collectivités territoriales sont divisées.**

"Quelle est la position de l'Etat sur le projet d'autoroute Castres-Toulouse ?" Josiane Chevalier attendait la question. Mais la préfète avait un joker. "La balle est dans le camp du ministère vers lequel le préfet de Région a fait remonter le dossier le 12 juin" répondit-elle. L'Etat réfléchit donc. Et pendant ce temps les collectivités territoriales gambagent, chacune avançant prudemment ses pions car le dossier est évidemment sensible auprès des populations et des chefs d'entreprise sudistes.

Dans les rangs du Parti Socialiste qui tient désormais les rênes du pouvoir, un consensus semble s'affirmer pour l'abandon du projet de concession et pour la réalisation d'une 2X2 voies express financée par les deniers publics.

Avantage: ce serait indolore pour les usagers qui n'auraient pas à mettre la main au portefeuille. Inconvénient: cela rallongerait la durée de réalisation et contribuerait à exaspérer davantage encore un territoire qui a le sentiment d'être laissé sur le bord de la route. Tour à tour, Linda Gourjade, la nouvelle députée de la 3<sup>e</sup> circonscription; Martin Malvy, président du



◦ La déviation de Puylaurens lors de la phase de réalisation.

Conseil Régional, et Thierry Carcenac, président du Conseil général ont tenu le même discours.

En substance: "dans le contexte actuel, la solution payante n'est pas "raisonnable" financièrement. Le coût du péage pourrait s'avérer rédhitoire (le trajet aller-retour coûterait 15 €.) et, dans un contexte de restrictions budgétaires, les collectivités territoriales n'ont pas envie de puiser largement dans leurs poches pour assurer une nécessaire subvention d'équilibre qui pourrait dépasser les 130 M.€.

### Folliot prend l'initiative

Chez les militants du Collectif RN 126 qui affirme depuis cinq ans que "la solution ne passe pas par cette autoroute inadaptée et hors de prix", ce recul est accueilli avec satisfac-

tion. Même satisfecit à Europe Ecologie — Les Verts qui souhaite que l'on "arrête de jouer sur les mots." "Qu'on l'appelle autoroute, 2X2 voies gratuite ou voie rapide, nous n'avons plus les moyens de financer de tels investissements" affirme Benoist Couliou.

Mais le son de cloche est très différent au sein des municipalités de Castres, de Mazamet et du Conseil de développement de l'Agglomération de Castres-Mazamet et du Pays d'Autain. Ces collectivités ont cosigné une motion dans laquelle elles rappellent qu'après des années de tergiversations, "ce choix (la concession) est apparu comme la seule solution techniquement et financièrement crédible pour assurer dans les meilleurs délais le désenclavement routier du Sud du Tarn". Et elles demandent à l'Etat et ses ser-

vices "de conclure au plus tôt sur le tracé de référence et les échangeurs pour engager l'enquête publique avant la fin de l'année 2012, négocier la concession autoroutière dès 2013 et engager les travaux en 2014."

Fervent défenseur du désenclavement du bassin sud-tarnais, le député Philippe Folliot a pour sa part pris le taureau par les cornes en invitant les parlementaires tarnais, les responsables consulaires, le maire de Castres et le président du Conseil de développement du Pays d'Autain à une réunion de travail, le 5 juillet, au ministère des transports. Cette rencontre devrait permettre d'en savoir plus sur les intentions du gouvernement quant au devenir d'un projet dont l'avenir s'écrit plus que jamais en pointillés.

G. Carles